



Numéro PPQ/6932

mercredi 1 octobre 2014

Les grands titres:

- Syrie : le chef de l'ONU condamne des attentats sanglants à Homs
- A Genève, Ban Ki-moon rend visite à l'équipe de l'OMS impliquée dans la lutte contre Ebola
- L'ONU appelle les pays africains à renforcer l'intégration régionale pour promouvoir le développement
- A Genève, Ban Ki-moon plaide pour un effort accru en faveur des millions de déplacés
- Iraq : au moins 1.119 Iraquiens ont été tués pendant le mois d'août, selon l'ONU
- Syrie : Ban remercie la Mission conjointe pour l'élimination des armes chimiques
- La FAO exhorte l'Europe à soutenir la nutrition et l'agriculture durable
- Les personnes âgées représentent une force pour le développement, selon l'ONU

Syrie : le chef de l'ONU condamne des attentats sanglants à Homs



Un garçon assis devant un bâtiment détruit à Homs, en Syrie. Photo PAM/Abeer Etefa

1 octobre - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a condamné mercredi dans les termes les plus forts des attentats à la bombe qui ont frappé la ville de Homs, en Syrie, et qui auraient fait 39 morts, dont 30 écoliers âgés de six à neuf ans.

M. Ban a dénoncé la « très grande perversité » de ces attentats, a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

« Le Secrétaire général appelle de nouveau toutes les parties prenantes à ce conflit brutal et sanglant à cesser immédiatement l'usage aveugle de tous les types d'armes. Le Secrétaire général appelle tous les acteurs syriens, régionaux et internationaux à redoubler d'efforts pour mettre fin à cet horrible conflit et aider à parvenir à une solution politique attendue depuis longtemps », a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général a présenté ses plus sincères condoléances aux familles endeuillées et a souhaité un prompt rétablissement aux personnes blessées dans les attentats de ce mercredi.



A Genève, Ban Ki-moon rend visite à l'équipe de l'OMS impliquée dans la lutte contre Ebola



1 octobre - Alors qu'il se trouvait à Genève, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a rencontré mercredi l'équipe de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) impliquée dans la lutte contre Ebola afin d'exprimer sa reconnaissance pour le travail accompli depuis mars en réponse à l'épidémie qui frappe l'Afrique de l'Ouest.

Sur le terrain, la chef de la Mission de maintien de la paix des Nations Unies au Libéria (MINUL), Karin Landgren, a rappelé lors d'une conférence de presse à l'occasion du 11^{ème} anniversaire de la mission que celle-ci resterait pour aider le pays à surmonter l'épidémie.

Mme Landgren a précisé que la semaine dernière, un membre du personnel libérien de la MINUL est décédé probablement à cause d'Ebola. Elle a ajouté que la Mission avait pris des mesures pour sensibiliser tous les employés à la maladie et les aider à se protéger.

Pour sa part, le nouveau chef de la Mission sanitaire d'urgence contre Ebola (MINUAUCE), Anthony Banbury, se trouve également au Libéria ce mercredi pour discuter avec le gouvernement et d'autres partenaires des priorités pour combler les lacunes dans la lutte contre l'épidémie.

De leur côté, le Ministère libérien de l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) en collaboration avec des partenaires du secteur, ont lancé une mission conjointe rapide de deux semaines pour évaluer les besoins alimentaires dans 15 comtés du Libéria.

Cet exercice a pour but de rassembler les informations nécessaires pour analyser l'impact que la maladie a eu à ce jour sur l'agriculture, les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire dans les communautés touchées.

« Les résultats de cette évaluation rapide nous aideront à mieux comprendre les besoins essentiels de la population afin de concevoir des mesures immédiates pour répondre aux besoins les plus urgents de la population », a déclaré une consultante de la FAO, Jesse Yuan.

« L'évaluation conjointe FAO-PAM représente une occasion importante pour planifier une réponse permettant de réduire l'impact d'Ebola sur les populations », a déclaré pour sa part le Coordonnateur d'urgence du PAM au Libéria, Christophe Boutonnier.

L'ONU appelle les pays africains à renforcer l'intégration régionale pour promouvoir le développement



1 octobre - Lors d'une réunion de haut-niveau des Communautés économiques régionales en Afrique mercredi au siège de l'ONU à New York, le Vice-secrétaire général des Nations Unies, Jan Eliasson, a souligné que ce continent avait réalisé des progrès considérables, mais qu'il restait des grands défis à surmonter pour répondre aux demandes légitimes des populations africaines.

« Comme dans le reste du monde, les économies africaines n'ont pas pu répondre aux besoins légitimes. Avant tout, il faut créer plus d'emplois, particulièrement pour les jeunes en Afrique », a déclaré M. Eliasson en rappelant que le chômage n'est pas seulement un problème économique mais également un problème social et politique.

Le Vice-secrétaire général a affirmé que le commerce entre les pays africains reste limité, surtout à cause des insuffisances des infrastructures, telles que les chemins de fer et les routes. Les économies de nombreux pays africains ne sont pas suffisamment diversifiées, productives et les institutions pas assez performantes.

« Le résultat, c'est que même si les pays africains ont des taux de croissances impressionnants, le continent n'est toujours pas prêt d'accomplir les Objectifs du Millénaire pour le développement », a expliqué M. Eliasson.

Pour le Vice-Secrétaire général, l'autonomisation des femmes est un élément particulièrement important pour réaliser des progrès collectifs. Les femmes sont capables d'apporter une énergie et une dynamique énormes en Afrique, si les pays du continent parviennent à mettre fin à la discrimination et la violence contre les filles et les femmes et à investir dans leur avenir dans l'ensemble des secteurs de la société.

Le Vice-secrétaire général a salué l'adoption par l'Union africaine de l'Agenda 2063, qui est un plan d'action pour construire une Afrique prospère et unie, fondée sur des « valeurs communes et un destin commun ».

« Les transformations envisagées par l'Agenda 2063 doivent être forgées par une intégration régionale plus forte. Cela requiert un renforcement de la compétitivité des économies africaines, soutenue par davantage d'investissement dans le développement humain, la science, la technologie et les infrastructures », a souligné M. Eliasson.

A Genève, Ban Ki-moon plaide pour un effort accru en faveur des millions de déplacés



1 octobre - Alors que le monde compte actuellement 51 millions de réfugiés, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a plaidé mercredi jeudi à Genève pour un effort accru pour éviter les déplacements forcés.

« Jamais dans l'histoire des Nations Unies nous n'avons eu autant de réfugiés, de personnes déplacées et de demandeurs d'asile », a dit M. Ban dans un discours lors de la 65ème session du Comité exécutif du Haut-Commissariat des Nations

Unies pour les réfugiés (HCR) à Genève.

« Jamais les Nations Unies n'ont reçu autant de demandes pour une assistance alimentaire d'urgence et d'autres assistance humanitaires vitales », a-t-il ajouté. « Il y a 51 millions de réfugiés à travers le monde. Il y a plus de 3 millions de réfugiés syriens. »

Selon le Secrétaire général, « le monde doit faire davantage pour éviter les déplacements forcés, répondre aux causes profondes de ces déplacements, et soutenir des solutions pour ceux qui sont affectés. » « Cela nécessite davantage de ressources et davantage de leadership politique », a-t-il ajouté.

Ban Ki-moon a rappelé l'exemple de la crise au Soudan du Sud et la nouvelle approche adoptée par l'ONU, qui a accueilli près de 100.000 personnes dans ses bases à travers le pays.

« Les missions des Nations Unies ne sont pas conçues et ne sont pas équipées pour accueillir des centaines de milliers de personnes. C'est un énorme défi. Mais sans cette politique de portes ouvertes, je peux vous dire que des milliers de personnes seraient mortes », a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général a également salué le projet du HCR de lancer une campagne mondiale pour mettre fin à l'apatridie au cours de la prochaine décennie. « J'appelle tous les Etats à la soutenir », a-t-il dit.

Alors qu'il était à Genève, le Secrétaire général a également participé à un forum de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

« La question n'est pas de savoir si ce commerce est important, mais comment le commerce peut être un catalyseur du développement durable et équitable », a dit Ban Ki-moon. « Nous devons promouvoir un commerce qui bénéficie à autant de gens que possible, particulièrement aux femmes, aux jeunes et aux défavorisés. »

« De nombreux pays parmi les pays en développement enclavés et les moins avancés ne bénéficient pas encore pleinement de l'accroissement du commerce mondial. Nous devons intégrer l'Afrique, les pays en développement enclavés et les moins avancés dans l'économie mondiale grâce à un commerce ouvert, équitable et sans discriminations », a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général a appelé la communauté internationale à éviter le protectionnisme.

« Utilisons la puissance du commerce pour améliorer le bien-être des gens partout tout en gérant de manière prudente les ressources naturelles et les écosystèmes de la planète. Transformons la façon dont nous faisons du commerce en créant un environnement favorable au commerce et aux investissements qui aideront à créer un développement durable », a-t-il conclu.

Iraq : au moins 1.119 Iraquiens ont été tués pendant le mois d'août, selon l'ONU



1 octobre - La Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) a indiqué mercredi qu'au moins 1.119 Iraquiens, dont la majorité de civils, ont été tués pendant le mois d'août.

La mission onusienne a souligné que ce chiffre ne prend pas en compte les personnes tuées lors des opérations militaires dans la province d'Anbar, ni celles qui sont mortes de faim ou d'épuisement suite à leur déplacement.

Selon des informations reçues par la MANUI, qu'elle n'a cependant pas pu vérifier, « il y a un grand nombre de personnes qui sont mortes des effets secondaires de la violence, puisqu'elles ont été contraintes de fuir sans eau, nourriture, médicaments ou accès aux soins ».

La Mission affirme qu'au moins 854 civils et 265 membres des forces de sécurité ont été tués. Le gouvernorat de Bagdad est le plus durement affecté avec 352 morts et 983 blessés.

En outre, près de 1.600 personnes ont été blessées dans le pays lors d'attentats terroristes et de violence en août.

Syrie : Ban remercie la Mission conjointe pour l'élimination des armes chimiques



1 octobre - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a exprimé mercredi sa reconnaissance à la Coordonnatrice spéciale de la Mission conjointe de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et des Nations Unies sur les armes chimiques en Syrie, Sigrid Kaag, alors que la mission conjointe a été pris fin le 30 septembre.

La Coordonnatrice spéciale de la Mission conjointe OIAC-ONU, Sigrid Kaag, dans le port de Lattaquié en Syrie. Photo: OIAC-ONU

« Mme Kaag et les membres du personnel de l'ONU et de l'OIAC ont travaillé dans des conditions parfois difficiles et dangereuses pour finir la tâche d'éliminer l'arsenal d'armes chimiques de la Syrie », a rappelé le porte-parole de M. Ban dans un communiqué de presse.

Le chef de l'ONU a également exprimé sa gratitude aux États membres et aux organisations partenaires qui ont mobilisé des fonds et facilité le travail de la mission conjointe.

M. Ban a souligné qu'il était nécessaire d'éliminer l'ensemble des armes chimiques dans le monde et il a appelé les États qui n'ont pas encore ratifié la Convention sur les armes chimiques à la faire au plus vite.

La mise en place de la mission conjointe et la nomination de la Coordonnatrice spéciale avaient été décidées par le Secrétaire général de l'ONU et le Directeur-général de l'OAIAC, Ahmet Üzümcü, conformément à la résolution 2018 du Conseil de sécurité, en date du 27 septembre 2013.

La FAO exhorte l'Europe à soutenir la nutrition et l'agriculture durable



Une femme achète de la nourriture sur un marché.
Photo FAO/J. Spanner

1 octobre - Les gouvernements européens doivent aider à combattre la faim et la malnutrition à l'échelle mondiale, faute de quoi les flux migratoires ne feront qu'augmenter, attisant les conflits, a déclaré mercredi le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), José Graziano da Silva.

« L'insécurité alimentaire et les conflits vont de pair », a-t-il dit, en faisant remarquer que les phénomènes climatiques extrêmes, les agitations en Afrique et au Proche-Orient, et maintenant l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest franchissent les frontières nationales jusque dans d'autres régions, souvent par les migrations forcées.

« Les franchissements illégaux de frontières sont source d'inquiétude en Europe et dans d'autres parties du monde », a indiqué M. Graziano da Silva aux ministres de l'agriculture de l'Union européenne. « Nous avons le devoir de trouver des solutions tous ensemble. Le développement agricole et rural durable dans les pays d'origine doit en être une », a-t-il ajouté.

Il a invité les ministres de l'UE à considérer la malnutrition comme une question publique requérant des mesures concertées.

« La faim est la face la plus déplorable de la malnutrition, mais ce n'est pas sa seule face », soulignant que 5% de l'activité économique mondiale est perdue chaque année et que plus de 2 milliards de personnes souffrent de sous-alimentation, de carences en micronutriments ou de faim cachée, qui peuvent se traduire par de l'obésité.

Le Directeur général a dit qu'il comptait sur un engagement constructif de la part des ministres de l'UE à la Deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), organisée conjointement par la FAO et l'OMS à Rome du 19 au 21 novembre. L'agriculture est un élément déterminant des efforts visant à améliorer la nutrition, a-t-il déclaré.

La CIN2 et Expo Milan 2015 « sont et continueront à être synergiques », a-t-il ajouté, en se référant à la prochaine Exposition internationale qui sera ciblée sur les questions alimentaires et au cours de laquelle l'ONU présentera sa vision Faim Zéro.

La CIN2 permettra de diffuser les thèmes de l'Expo auprès d'un vaste public mondial, et l'Expo les messages de la CIN2, a-t-il dit.

Les personnes âgées représentent une force pour le développement, selon l'ONU



1 octobre - À l'occasion de la Journée internationale des personnes âgées, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a affirmé mercredi que les personnes âgées jouent un rôle de plus en plus important dans la société alors que leur nombre ne cesse de croître et que la qualité des soins de santé s'améliore dans certaines régions du monde.

« Au plan mondial, le nombre de personnes âgées devrait plus que doubler dans les années à venir, passant de 841 millions en 2013 à plus de 2 milliards en 2050. La même année, près de 80% des personnes âgées de la planète vivront dans les régions les moins développées », a indiqué M. Ban dans son message pour la journée.

« L'allongement régulier de l'espérance de vie constitue l'une des principales évolutions de notre époque mais également l'un de ses principaux défis, et si nous

nous laissons dépasser par l'évolution démographique, il sera difficile d'assurer un avenir durable, sûr et satisfaisant aux individus de tous âges », a-t-il ajouté.

Le chef de l'ONU a rappelé que les personnes âgées participent au développement économique et social. Toutefois, la discrimination et l'exclusion sociale représentent des obstacles à cette contribution et il faut y mettre un terme pour que la population puisse vieillir en restant active sur les plans économique et social, et en étant en sécurité et en bonne santé.

Selon M. Ban, le programme de développement pour l'après-2015 offre à l'ONU et à ses États membres une occasion unique de conforter les droits et le rôle des personnes âgées dans la société, dans le cadre de l'engagement à n'oublier personne.

« En cette Journée internationale, j'encourage les gouvernements et les individus du monde entier à garantir la pleine participation des personnes âgées à la société tout en veillant à la protection de leurs droits et de leur dignité », a déclaré le Secrétaire général.